

ENQUÊTE CLIMAT : FOCUS SUR L'OPINION DANS 13 PAYS D'AMÉRIQUE LATINE

Matthieu Cassan, Lise Gasperi

04/09/2023

Alors que les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, comment les citoyens du sous-continent perçoivent-ils la dégradation de l'environnement et ses enjeux ? Après des analyses en 2022 des situations française, européenne dans une comparaison internationale et africaine, un nouveau volet de l'enquête internationale de la Banque européenne d'investissement et de la Fondation Jean-Jaurès réalisée par BVA se focalise sur treize pays d'Amérique latine. Les résultats sont décryptés par Matthieu Cassan, directeur d'études au département Opinion de BVA, et Lise Gasperi, chargée d'études senior au sein de BVA Opinion.

Méthodologie

Contexte

La BEI réalise depuis 2018 une enquête internationale sur le changement climatique, dans les 27 pays de l'Union européenne, les États-Unis, la Chine et le Royaume-Uni. Cette étude vise à asseoir le positionnement de la BEI comme un des acteurs majeurs de la lutte contre le changement climatique.

À l'instar de toutes les banques publiques de développement, la BEI participe au sommet Finance en commun. Ce sommet vise à encourager la coopération et à rassembler la communauté financière autour d'une action commune en faveur du climat et des objectifs de développement durable (ODD). Cette année, le sommet Finance en commun se tient début septembre à Carthagène, en Colombie. C'est dans cette optique que la BEI a souhaité s'intéresser à la perception du changement climatique et à son impact sur les populations, ainsi qu'aux attentes concernant les politiques publiques pour répondre à l'urgence climatique, dans quelques pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Méthodologie

Le questionnaire a été rédigé conjointement par la BEI et BVA, en s'appuyant au sein de la BEI sur les experts climat et les chefs de bureaux basés dans chacun des pays interrogés, qui ont ainsi pu partager leur expérience et leur connaissance des réalités du pays dans lequel ils sont implantés depuis plusieurs années.

L'enquête a été réalisée en ligne (ordinateur, tablette ou mobile) du 5 mai au 1^{er} juin 2023, dans 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les répondants ont été sélectionnés de manière aléatoire parmi des panels nationaux représentatifs. Les panélistes participent *via* des enquêtes web auto-administrées.

L'échantillon total de 10 587 personnes est composé de 13 échantillons représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus de chaque pays.

La représentativité des échantillons a été assurée par la méthode des quotas et les échantillons de chaque pays ont été pondérés en fonction du sexe, de l'âge et de la région.

La taille du panel représentatif de citoyens dans chaque pays est la suivante :

Pays	Taille d'échantillon	Langue utilisée
Argentine	1001	Espagnol
Brésil	1012	Portugais
Chili	1000	Espagnol
Colombie	1000	Espagnol
Costa Rica	1011	Espagnol
République dominicaine	510	Espagnol
Équateur	1000	Espagnol

Salvador	510	Espagnol
Mexique	1015	Espagnol
Panama	511	Espagnol
Paraguay	510	Espagnol
Pérou	1001	Espagnol
Uruguay	506	Espagnol

Marge d'erreur

Cette étude est soumise aux marges d'erreur inhérentes aux lois statistiques. Le tableau ci-dessous indique les valeurs des marges d'erreur (au niveau de confiance de 95%) en fonction du résultat obtenu et de la taille de l'échantillon considéré.

TAILLE DE L'ÉCHANTILLON	INTERVALLE DE CONFIANCE À 95% SELON LE SCORE					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8
6 000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10 000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple : Sur la base d'un échantillon de 1000 répondants, pour un pourcentage de 20%, la marge d'erreur est de 2,5. Le pourcentage a ainsi 95% de chance de se trouver entre 17,5% et 22,5%.

Retrouvez les **résultats complets** de l'enquête

« Winter is disappearing¹ », lançait comme un cri d'alerte Raul Cordero dans les colonnes du journal *The Guardian* au début du mois d'août 2023. L'expert du climat de l'université de Santiago du Chili

espérait ainsi attirer l'attention face à la vague de chaleur qui a sévi en Amérique du Sud en plein hiver austral.

Les régions de l'Amérique du Sud et des Caraïbes subissent déjà de plein fouet les menaces du changement climatique. Sur tout le sous-continent latino-américain, les phénomènes météorologiques sont exacerbés par des cycles d'El Niño² et de La Niña³ entraînant canicules, sécheresses à répétition, feux de forêts, inondations et glissements de terrain... Ces événements touchent des populations déjà fragiles, générant des dommages économiques et renforçant les inégalités.

Face à une crise environnementale qui s'intensifie en Amérique latine, comment réagissent les citoyens ? Perçoivent-ils les effets du changement climatique ? Quelles conséquences doivent-ils affronter et quelles réponses souhaitent-ils apporter à ces crises ? Le changement climatique n'est-il finalement pas relégué au second plan des priorités derrière un développement économique et social qui touche encore très inégalement l'ensemble de la population ?

Nous allons voir que malgré des disparités entre les pays, l'environnement constitue bien un enjeu majeur pour les habitants du sous-continent. Touchés par les répercussions du changement climatique, ils attendent des mesures fortes de la part de leurs gouvernements et considèrent que des politiques volontaristes en faveur du climat seraient source de développement et de croissance économique. Une prise de conscience écologique se fait ainsi de plus en plus jour.

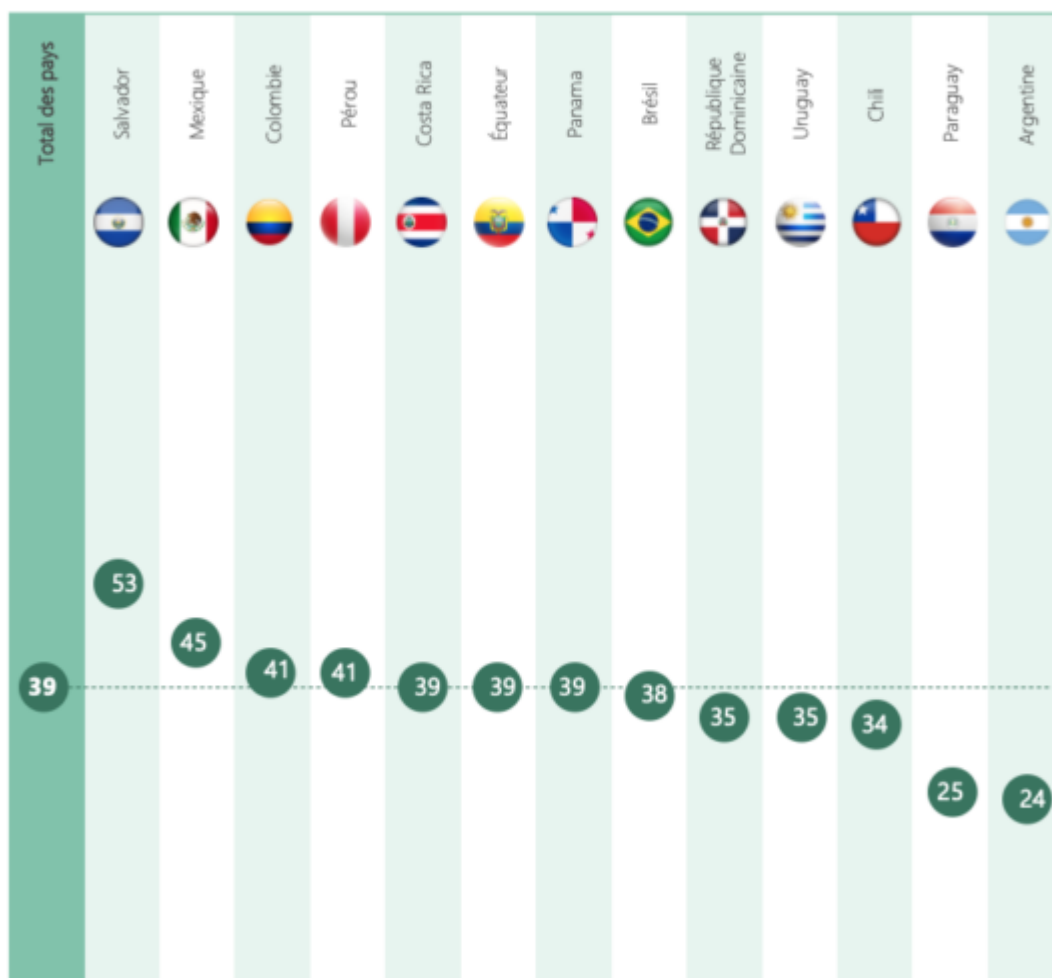
Si violence et pauvreté dominant dans les préoccupations citoyennes, le changement climatique et la dégradation de l'environnement deviennent un enjeu majeur

Le crime et la violence constituent le principal défi auquel doivent faire face les pays de notre étude, selon leurs habitants. Citée par près des deux tiers des répondants (64%), la lutte contre la violence est l'enjeu qui domine au niveau de la région, suivi par la pauvreté et les inégalités économiques (49%). Le Salvador, le Panama et le Paraguay sont les seuls pays à accorder une plus forte importance aux problématiques de chômage, alors que cet enjeu socio-économique arrive au troisième rang des préoccupations au niveau global (40%).

Le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont considérés comme un défi majeur par près de quatre répondants sur dix (39%), dans les pays latino-américains et des Caraïbes. Il n'y a que dans trois pays du sud du continent que ces problématiques ne sont citées que

par un tiers des répondants ou moins, et ne figurent pas parmi les cinq premières préoccupations des habitants : l'Argentine (24%), le Paraguay (25%) et le Chili (34%). Si l'effet générationnel n'a pas d'influence sur l'importance des enjeux environnementaux, un critère géographique rentre néanmoins en ligne de compte : le lieu de résidence. En effet, au niveau du sous-continent, les habitants des métropoles et des grandes villes sont en moyenne plus sensibles à ces problématiques environnementales que les habitants des zones rurales (41% vs. 30%).

% qui considèrent les enjeux climatiques et environnementaux comme l'un des plus grands défis pour leur pays



Quels sont, selon vous, les cinq plus grands défis auxquels la population de votre pays est actuellement confrontée ?

Pour la très grande majorité des habitants de la région, le changement climatique résulte des activités humaines (76%), telles que la combustion de pétrole, de gaz et de charbon. Seule une infime minorité des habitants du sous-continent remettent aujourd'hui en cause le changement climatique. On ne compte que 5% de climato-sceptiques au niveau régional, mais avec des

représentations plus marquées au Brésil (7%) et en Argentine (9%). Les habitants des régions rurales se montrent également plus sceptiques quant au changement climatique : 12% d'entre eux ne croient pas en son existence. Enfin, la part de négationnistes tend à diminuer avec l'âge : ils représentent 6% des 50 ans et plus, mais seulement 4% des 15-29 ans.

Une majorité écrasante des citoyens ressentent d'ores et déjà les effets du changement climatique dans leur quotidien

Le changement climatique s'illustre dans la réalité quotidienne de plus de 9 personnes interrogées sur 10 (91%) du Mexique en passant par l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud. 57% des citoyens disent même que ce phénomène impacte « beaucoup » leur vie quotidienne. Bien que dominant partout, ce constat est encore plus prégnant au nord du sous-continent (Salvador, 96% ; Colombie, 94% ; Costa Rica, 94%) et comparativement légèrement moins exprimé au sud du continent (Uruguay, 84% ; Paraguay, 84% ; Argentine, 85%). Les populations urbaines, plus sensibilisées à la question climatique, sont également plus nombreuses à déclarer en ressentir les conséquences au quotidien (92%), comparativement aux habitants des zones rurales (84%).

% qui estiment que le changement climatique a un impact sur leur vie quotidienne



Avez-vous l'impression que le changement climatique a un impact sur votre vie quotidienne ?

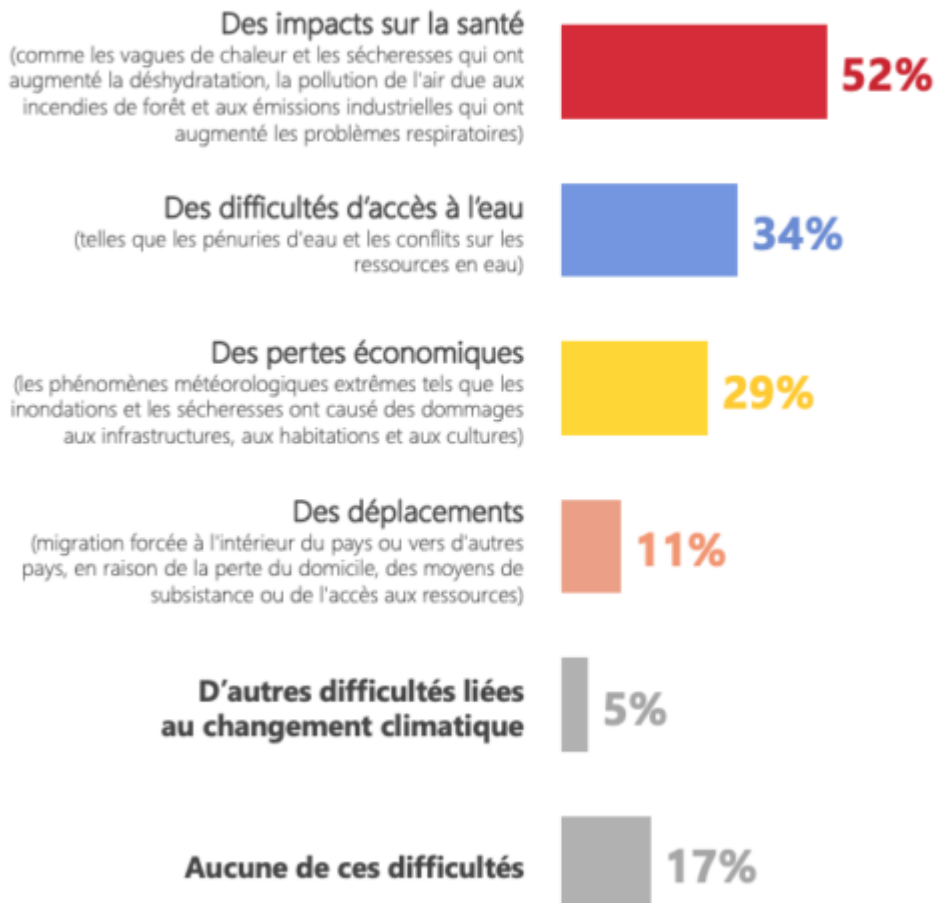
Le changement climatique et les dégradations environnementales associées pèsent également de manière très concrète sur les ressources des citoyens en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au global, ils sont 7 sur 10 à reconnaître un effet négatif de l'évolution du climat sur leurs revenus ou moyens de subsistance (70%). Si ce sentiment est majoritaire dans tous les pays étudiés, il est particulièrement marqué dans les Andes (Pérou, 77% ; Équateur, 75% ; Colombie, 74%) et en Amérique centrale (Costa Rica, 76% ; Salvador, 75%), ainsi qu'au Mexique (75%). Les personnes âgées de 30 à 64 ans, représentant la force active de ces pays, sont également plus nombreuses à déplorer les répercussions économiques du changement climatique (73% contre 58% pour les plus de 64 ans), tout comme les femmes (72% contre 67% pour les hommes).

Les effets de la dégradation climatique sur la santé sont la principale répercussion du changement climatique perçue par la majorité des citoyens

Interrogés sur la nature des impacts du changement climatique sur leurs conditions de vie (santé, accès à l'eau, situation économique et lieu de vie), les citoyens des 13 pays étudiés pointent en premier lieu des répercussions d'ordre sanitaire. Ils sont en effet plus d'un sur deux (52%) à sentir de manière tangible les effets du changement climatique sur leur santé (tels que la déshydratation due à la multiplication des vagues de chaleur ou encore les problèmes respiratoires liés à une qualité d'air dégradée par les incendies ou les émissions industrielles). Les effets sur la santé sont particulièrement ressentis au Salvador (68%), au Mexique (60%) et au Costa Rica (59%). Au niveau du sous-continent, les habitants des grandes villes sont plus nombreux à déclarer ressentir des effets du changement climatique sur leur santé que les habitants des zones rurales (55% contre 36%).

% qui ont subi des difficultés en raison du changement climatique

Moyenne des 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes



Avez-vous, vous-même ou votre famille, déjà subi certaines des difficultés suivantes en raison du changement climatique et de la dégradation de l'environnement ?

Un tiers des habitants (34%) expriment également avoir fait face à des difficultés d'accès à l'eau, pouvant s'accompagner de conflits pour l'accès à cette ressource. On observe toutefois de fortes disparités selon les pays. Dans certains d'entre eux, l'accès à l'eau est un problème majeur qui concerne plus de la moitié des habitants : Mexique (54%), Uruguay (57%), République dominicaine (60%). Ainsi, en Uruguay, face au manque d'eau lié à la sécheresse, le gouvernement a déclaré fin juin l'état d'urgence et fait le choix de mélanger de l'eau salée à l'eau douce pour parer au manque. Mais les longues sécheresses liées au changement climatique ne font qu'aggraver un problème préexistant, dû au manque d'entretien des infrastructures et à la mauvaise gestion des ressources hydriques.

Une part presque aussi importante des répondants (29%) déclare avoir rencontré des difficultés

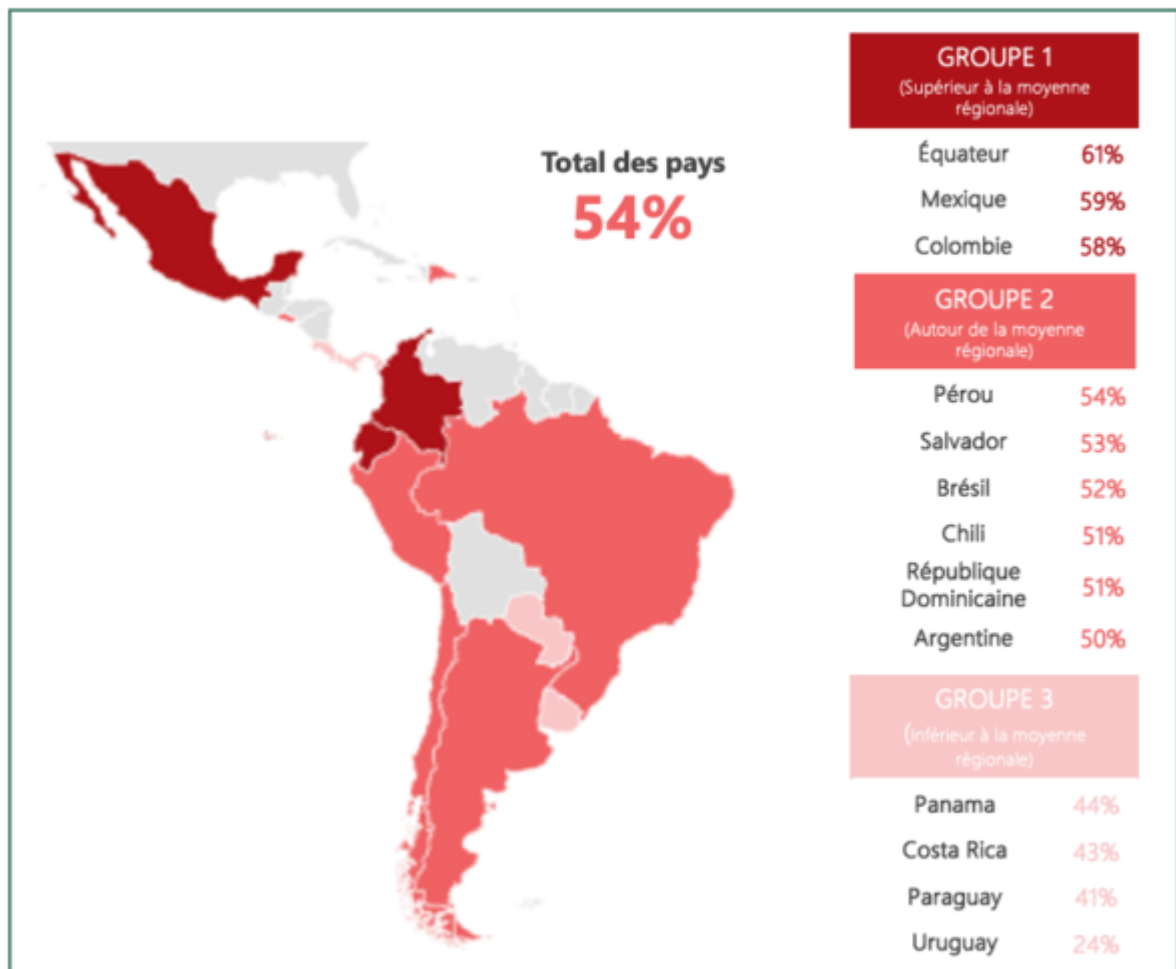
économiques à la suite d'événements climatiques extrêmes. Les phénomènes tels que les inondations et les sécheresses ont des conséquences directes tant sur les infrastructures que sur les moyens de subsistance des populations de cette région. En effet, de nombreuses communautés dépendent directement des ressources naturelles pour subsister et ces phénomènes météorologiques extrêmes ne font qu'augmenter l'insécurité alimentaire et les risques de migration climatique. Ce n'est donc pas surprenant que ces difficultés économiques soient particulièrement citées dans des pays qui ont connu de grosses inondations et des glissements de terrain en début d'année : au Pérou (37%), touché en mars-avril, au Paraguay (35%) en février, au Costa Rica et en Équateur (34%).

De manière plus marginale (11%), les citoyens d'Amérique latine et des Caraïbes évoquent des situations d'exode migratoire dû au changement climatique (déplacement dans son propre pays ou dans un pays voisin en raison de la perte de son milieu de vie ou de l'accès aux ressources). L'Équateur se distingue particulièrement sur ce sujet avec près de 20% des citoyens concernés par les migrations climatiques. Les événements récents connus par ce pays tels que le séisme de mars 2023 et les glissements de terrain qui en ont résulté, ou plus récemment les inondations survenues au mois de juin 2023, expliquent probablement ce résultat.

Le sujet de la migration climatique inquiète cependant la majorité des habitants

On remarque que le sujet de la migration climatique, bien que peu tangible à l'heure actuelle, suscite des inquiétudes réelles parmi les populations des 13 pays interrogés. C'est en effet la moitié de la population de ces pays (54%) qui considère qu'elle pourrait dans le futur être contrainte de déménager dans une autre région ou un autre pays en raison du changement climatique et de ses conséquences. Cette crainte est exprimée de manière encore plus vive au Mexique (59%) ainsi que dans les pays andins (Équateur, 61% ; Colombie, 58% ; Pérou, 54%), mais également auprès des jeunes générations (59% des répondants âgés de moins de 30 ans partagent cette appréhension) et de la population active (57%). Au global, dans 9 pays sur les 13 étudiés, la moitié des habitants estiment qu'ils pourraient devoir déménager en raison du changement climatique. Cela montre bien l'inquiétude croissante des populations face aux répercussions du changement climatique sur leurs ressources et conditions de vie et souligne l'importance d'adopter des politiques adaptées pour relever ce défi.

% qui pensent devoir déménager dans une autre région ou un autre pays à cause du changement climatique



Pensez-vous, dans le futur, devoir déménager dans une autre région ou un autre pays en raison du changement climatique ?

Les citoyens de la région sont prêts à accepter des politiques plus strictes et sont optimistes quant à leurs retombées économiques

Les citoyens des 13 pays interrogés sont quasiment unanimes concernant l'impact de leurs comportements individuels sur la lutte contre le changement climatique. Ils sont en effet 83% à s'accorder sur le fait que leurs actions peuvent faire une différence dans ce contexte. Hormis en Argentine (71%) et en Uruguay (71%), où la proportion est légèrement plus faible que dans les autres pays, cette conviction est très largement répandue dans la région. Les populations urbaines

d'Amérique latine et des Caraïbes sont encore une fois davantage convaincues que leur comportement peut avoir un impact (85%), contrairement aux populations rurales (68%) qui paraissent plus résignées.

L'idée que leurs actions individuelles ont un impact s'accompagne d'une forte attente envers les gouvernements : 88% des répondants se déclarent en faveur de mesures plus strictes de la part des pouvoirs publics en matière climatique. Les pays qui se sentent d'ores et déjà les plus touchés par les variations climatiques sont aussi ceux qui souhaitent des politiques plus rigoureuses ; c'est notamment le cas du Pérou (95%), du Mexique (93%), du Salvador (93%) ou de la République dominicaine (93%). Les plus âgés sont un peu plus réfractaires à des mesures plus restrictives en matière climatique : 82% des 65 ans et plus y sont favorables (contre 89% des 15-49 ans). La prise de conscience des enjeux climatiques semble inciter les populations à accepter des changements de politique et de mode de vie dans un souci de durabilité.

% en faveur de mesures gouvernementales plus strictes pour lutter contre le changement climatique



Seriez-vous favorable à des mesures gouvernementales plus strictes imposant des changements de comportement pour lutter contre le changement climatique ?

Outre des mesures plus strictes, c'est tout un changement de paradigme que les citoyens appellent de leurs vœux. Ils sont 8 sur 10 (80%) à penser que les gouvernements devraient en premier lieu promouvoir une croissance durable, respectueuse de l'environnement et résiliente face au changement climatique plutôt que de se concentrer sur la seule croissance économique. Il n'y a donc pas, pour plus des trois quarts des habitants, de choix à faire entre développement économique et enjeux écologiques. Les deux sujets semblent aujourd'hui interdépendants et doivent être traités de manière concomitante. Il est à noter qu'au Brésil et en Argentine, cette idée, bien que majoritaire, n'est pas aussi largement soutenue que dans les autres pays de la région (74% de soutien au Brésil et 62% en Argentine).

C'est ainsi avec optimisme que les citoyens des 13 pays entrevoient ces mutations politiques. Les

trois quarts d'entre eux (76%) pensent qu'elles amélioreront leur vie quotidienne, 72% voient dans ces politiques de lutte contre le changement climatique une source de croissance économique et de richesse pour leur pays, et plus des deux tiers (68%) sont d'avis qu'elles seront créatrices de nouveaux emplois. C'est donc, au global, plus de 9 citoyens sur 10 qui associent les politiques durables avec au moins un effet positif pour leur pays. Les moins de 50 ans et les habitants des grandes villes et métropoles sont plus convaincus encore des effets positifs que pourraient porter ces politiques.

Les énergies renouvelables sont fortement soutenues

En cohérence avec leurs perceptions accrues de la réalité climatique, les citoyens des 13 pays étudiés expriment une nette préférence pour les énergies renouvelables. 80% d'entre eux sont d'avis que leur pays devrait prioriser les investissements dans ces sources d'énergie durable : 51% soutiennent en premier lieu les installations d'envergure telles que les centrales hydroélectriques, éoliennes, solaires ou géothermiques, alors que 29% sont en faveur de plus petits dispositifs du type panneaux solaires ou petites centrales hydroélectriques. Ces résultats ne sont pas étonnants au regard du mix énergétique de la région latino-américaine qui est déjà à prédominance renouvelable, en comparaison avec les autres continents du globe, et qui fait figure de leader dans ce domaine. L'Argentine se distingue cependant encore une fois par un soutien moins marqué à ces énergies durables (62%).

Conclusion

Les effets du changement climatique se font sentir de manière de plus en plus prégnante en Amérique latine et dans les Caraïbes et les dommages économiques que cela entraîne menacent d'accroître la pauvreté et les migrations de population dans la région. Les populations semblent majoritairement avoir pris conscience de l'urgence d'agir et se disent volontaires, prêtes à changer de comportement car elles considèrent que leurs actions individuelles ont un impact et peuvent contribuer à relever ce défi. Elles attendent également, de la part de leurs gouvernements, des engagements forts et des politiques plus strictes en matière environnementale.

D'un point de vue politique, bien que les pays latino-américains restent relativement disparates quant à leur implication dans la transition écologique, une prise de conscience écologique semble se dessiner. En ce mois d'août 2023, au Sommet de l'Amazonie, les pays sud-américains d'Amazonie réunis à Belém, au Brésil, ont décidé de former une alliance contre la déforestation, appelant à la nécessité d'« une action urgente afin d'éviter le point de non-retour ». Le président

brésilien Lula et l'Amérique latine de façon plus générale souhaitent désormais peser davantage sur le débat mondial en matière de changement climatique. Fort de la promesse de Lula de faire de la préservation de l'environnement une priorité pour son pays, le Brésil accueillera ainsi en 2024 la COP30, à Belém, au cœur de l'Amazonie. À l'instar du Costa Rica, qui est le premier pays à avoir inscrit dans sa Constitution le « droit à un environnement sain et écologiquement équilibré », les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sauront-ils insuffler un état d'esprit progressiste pour protéger l'incroyable biodiversité du continent et permettre à leur population de vivre dans des conditions durables ?

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

1. « L'hiver est en train de disparaître », en référence à l'une des phrases les plus iconiques tirées de *Game of Thrones* (« Winter is coming » ; « L'hiver arrive » en français).
2. Il s'agit d'un phénomène climatique naturel associé au réchauffement des températures de surface de l'océan dans le centre et l'est de l'océan Pacifique tropical.
3. Il s'agit d'un phénomène climatique naturel qui se traduit par la diminution de la température à la surface des eaux de l'est de l'océan Pacifique.